

PRAYERS

The House resumed debate on the motion of Mr. Rompkey, seconded by Mr. De Bané,—That Bill C-136, Small Business Investment Grants Act, be now read a third time and do pass.

And the question being put on the motion, it was agreed to. Accordingly, the Bill was read the third time and passed.

The Order being read for the second reading and reference to the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs of Bill C-142, An Act to amend the Canada Deposit Insurance Corporation Act;

Mr. Cosgrove, seconded by Mr. Pinard, moved,—That the Bill be now read a second time and, by unanimous consent, referred to a Committee of the Whole.

And debate arising thereon;

Madam Speaker, laid upon the Table,—Certified copy of the Report of the Electoral Boundaries Commission for the Province of Alberta, 1983, pursuant to subsection 19(1) of the Electoral Boundaries Readjustment Act, chapter E-2, R.S.C., 1970. (English and French).—Sessional Paper No. 321-1/463. (*Deemed referred to the Standing Committee on Privileges and Elections*).

Madam Speaker informed the House that the Clerk of the House had laid upon the Table the Four Hundred and Thirtieth Report of the Clerk of Petitions, stating that he has examined the petition signed by Joseph Ignace Riel, of the City of Victoria, in the Province of British Columbia, asking for the passage of legislation granting a pardon to Louis David Riel, presented by the honourable Member for Edmonton East (Mr. Yurko) on Monday, April 11, 1983, and finds that the petition meets the requirements of the Standing Orders as to form.

Mr. MacGuigan, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Report of the Canadian Human Rights Commission for the year 1982. (English and French).—Sessional Paper No. 321-1/123D. (*Deemed referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs*).

Pursuant to Standing Order 44(4), the following Question was made an Order of the House for a Return:

No. 3,505—*Mr. Friesen*

1. What are the job classification titles under which an individual would be employed in the Correctional Service of Canada in the Department of the Solicitor General and what is the salary range for each classification?

2. As of September 30, 1981 (a) what was the average income for each classification (b) how many individuals were

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Rompkey, appuyé par M. De Bané,—Que le projet de loi C-136, Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises, soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce projet de loi est lu une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques du projet de loi C-142, Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada.

M. Cosgrove, appuyé par M. Pinard, propose,—Que ce projet de loi soit maintenant lu une deuxième fois et, du consentement unanime, déféré à un Comité plénier.

Il s'élève un débat;

Madame le Président dépose sur le Bureau de la Chambre,—Copie authentique du rapport de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales pour la province de l'Alberta, 1983, conformément à l'article 19(1) de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, chapitre E-2, S.R.C., 1970. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-1/463. (*Réputé déféré au Comité permanent des privilèges et élections*).

Madame le Président fait savoir à la Chambre que le greffier a déposé sur le Bureau le quatre cent trentième rapport du greffier des pétitions, qui fait connaître qu'il a examiné la pétition signée par Joseph Ignace Riel, de la ville de Victoria, dans la province de la Colombie-Britannique, demandant l'adoption d'une loi octroyant un pardon à Louis David Riel, présentée par l'honorable député d'Edmonton-Est (M. Yurko) le lundi 11 avril 1983, et qu'il constate que la pétition est conforme aux exigences du Règlement, quant à sa forme.

M. MacGuigan, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau de la Chambre,—Rapport de la Commission canadienne des droits de la personne, pour l'année 1982. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-1/123D. (*Réputé déféré au Comité permanent de la justice et des questions juridiques*).

En conformité des dispositions de l'article 44(4) du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 3505—*M. Friesen*

1. Dans quelles catégories une personne peut-elle être employée par les Services correctionnels du Canada du ministre du Solliciteur général et à quelle échelle de traitement?

2. Le 30 septembre 1981, a) quel était le traitement moyen pour chaque catégorie, b) combien de personnes se trouvaient